

## AVENANT N°12 AU MARCHE

### Avenant portant diverses mesures relatives à l'exploitation du marché Velib'

#### ENTRE

**Le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Monsieur Sylvain RAIFAUD en sa qualité de Président dûment habilité à signer la présente en vertu de la délibération n°2020-16 de délégation de compétence en date du 2 octobre 2020, ci-après le « Pouvoir adjudicateur »,**

#### ET

**SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 10 rue du Commandant d'Estienne d'Orves 92390 Villeneuve La Garenne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Président, M. Stéphane VOLANT, dûment habilité à signer la présente, ci-après le « Titulaire du marché ».**

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire du marché, étant ci-après individuellement et/ou collectivement désignés par « Partie(s) ».

#### PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) (Marché n° VM201701-1), au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par un avenant n° 2 du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n° 3 du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant n° 4 du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant n° 5 du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2018. Par un avenant n° 6 du 22 janvier 2020 (« Avenant n° 6 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2019.

Par un avenant n° 7 du 23 janvier 2020 (« Avenant n° 7 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités de mise en œuvre de nouvelles recettes complémentaires ont été arrêtées, ainsi que les modalités d'indemnisation du Titulaire du marché dans les cas de vol et vandalisme de vélos et de stations, les modalités d'application des pénalités étant par ailleurs également modifiées.



Par un avenant n° 8 du 8 mars 2021 (« Avenant n° 8 au Marché n°VM201701-1 »), une clause incitative temporaire liée aux usages effectifs du service par type de vélos a été définie, les objectifs d'insertion sociale ont été renforcés, une nouvelle source de recettes complémentaires a été autorisée et le bordereau des prix unitaires (BPU) a été complété, ces dispositions étant sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n°9 du 21 juin 2021 (« Avenant n°9 au Marché n°VM201701-1 »), en raison de la révision de la grille des tarifs des abonnements et des usagers du service Velib' par délibération 2021-16 du 23 avril 2021 une révision de la grille d'intéressement pour une durée de deux années civiles aux termes desquelles un bilan sera dressé pour évaluer la possibilité d'ajuster, cette dernière.

Par un avenant n°10 du 21 décembre 2022 (« Avenant n°10 au Marché n°VM201701-1 ») les obligations relatives à la protection des données personnelles ont été actualisées en conformité avec le Règlement général sur les protections des données personnelles, ces dispositions étant sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n°11 du 23 décembre 2022 (« Avenant n°11 au Marché n°VM201701-1 ») le bordereau des prix unitaires (BPU) a été complété, ces dispositions étant sans incidence financière sur la montant du marché.

L'impact financier de l'ensemble de ces avenants a conduit à une diminution cumulée sur la durée du marché de -1,51 % du montant total du marché initial.

L'exploitation du service et l'installation des vélos-stations ont conduit les Parties à se rapprocher pour prendre en compte diverses dispositions qui n'étaient pas prévues initialement au marché.

A ce titre, par le biais de l'avenant n°8, une clause transitoire permettant de compenser la surutilisation constatée des vélos à assistance électrique intervenu après la grève dans les transports publics de la fin de l'année 2019 et du début de la crise sanitaire de la COVID-19. Ce mécanisme transitoire devait initialement prendre fin au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

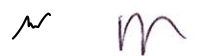
Cependant, les Parties constatent que la surutilisation des vélos à assistance électrique se maintient et qu'en parallèle le moindre usage des vélos mécaniques se confirme. L'impact de l'augmentation des tarifs en aout 2021 a permis de limiter cette surutilisation comme en atteste l'évolution constatée des usages depuis cette modification tarifaire mais sans toutefois inverser significativement cette tendance.

Cette évolution de la fréquentation qui se maintient induit toujours un fort accroissement de charges d'exploitation engagées par le titulaire pour l'exploitation du service au-delà du niveau prévu initialement dans le marché.

Aussi, le mécanisme permettant d'accompagner le développement des usages anticipés au cours des prochaines années doit être maintenu au-delà de la première période envisagée jusqu'en 2024, et tant que cette surutilisation sera constatée.

Le mécanisme de calcul mis en place dans le cadre de l'avenant n°8 demeure inchangé. Il est seulement prévu, dans la mesure où ce mécanisme se prolonge, d'indexer celui-ci selon la formule d'indexation prévue au sein de l'article 6.1.2 du PFDA.

Le plafond de 6 Millions d'euros (M€) par an est maintenu, les parties convenant de se voir en cas d'atteinte de celui-ci comme prévu initialement dans l'avenant n°8, signalant que l'impact financier effectif du dispositif sur les deux premières années a été à un niveau très en deçà de ce plafond avec 1,985 M€ pour l'exercice 2020 puis 0,741 M€ pour l'exercice 2021 et 2,8 M€ estimés pour l'exercice 2022 sous l'effet des évolutions tarifaires.





Ainsi, l'article 6 bis « clause transitoire » au PFDA modifié par l'avenant n°8 est modifié pour prolonger le dispositif spécifique calculé en fonction des usagers effectifs du service constaté en termes de nombre de courses de vélos à assistance électrique (VAE) et de vélos mécaniques (VM), tant que la surutilisation des vélos est constatée, avec l'application de l'indexation prévue par l'article 6.1.2 à compter de l'année 2022. Ce mécanisme prolongé jusqu'à l'échéance prévue du contrat sera néanmoins réapprécié en cas d'augmentation de la part de VAE dans le cadre de l'exécution du contrat ou de nouvelles modifications des tarifs du service Velib' par le SAVM, visant à maîtriser ces surutilisations et leurs effets financiers.

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant fondé sur l'article 139 5° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 a pour objet :

- de modifier l'article 6 bis du PFDA relatif à la clause transitoire liée aux usages effectifs du service en termes d'utilisation des vélos à assistance électrique (VAE) et des vélos mécaniques (VM) afin de maintenir ce mécanisme en raison de la constatation du maintien de cette surutilisation.

Conformément aux dispositions de l'article 139 5° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 le présent avenant, sans impact financier sur le montant initial du marché, ne modifie ni l'objet du marché, ni son équilibre économique et n'introduit pas de conditions « *que si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue* ».

### **Article 2 : Modification de l'article 6bis « clause transitoire » au PFDA modifié par l'avenant n°8**

L'article 6 bis « clause transitoire » au PFDA modifié par l'avenant n°8 est modifié comme suit et remplace la rédaction de l'article 6 bis :

« Article 6bis : Mécanisme de compensation de la surutilisation des vélos

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, est mis en place un mécanisme spécifique calculé en fonction des usages effectifs du service constaté en termes de nombre de courses de vélos à assistance électrique (VAE) et de vélos mécaniques (VM).

La mise en œuvre du mécanisme se traduit par un montant annuel calculé selon les modalités suivantes :

Par rapport à l'usage des vélos à assistance électrique (VAE) :

- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VAE l'année N et le nombre de courses de référence en VAE de l'année N supérieure à + 1 million de courses, il est prévu 0,50€ HT par course supplémentaire par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N ;
- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VAE l'année N par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N inférieure à -1 million de courses, il est prévu -0,50 € HT par course en moins par rapport au nombre de courses de référence en VAE de l'année N.

Incitation relative à l'usage des vélos mécaniques (VM) :

- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VM l'année N et le nombre de courses de référence en VM de l'année N supérieur à + 1 million de courses, l'incitation relative à l'usage des VM correspond à 0,20 € HT par course supplémentaire par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N,





- En cas d'écart entre le nombre de courses effectives constatées en VM l'année N par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N inférieur à -1 million de courses, l'incitation relative à l'usage des VM correspond à - 0,20 € HT par course en moins par rapport au nombre de courses de référence en VM de l'année N.

Chaque année, le montant total de l'incitation correspond à la somme de l'incitation relative à l'usage des VAE et de l'incitation relative à l'usage des VM.

Quel que soit le nombre de courses effectives en VAE comme en VM d'une année donnée, le montant total de l'incitation ne peut être inférieur à 0 et ne peut pas être supérieur à 6 Millions d'euros (M€).

#### Définition du nombre de courses de référence par type de vélo

Le nombre de courses de référence correspond au nombre de courses initialement prévu par le titulaire lors du dialogue compétitif (annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives Usages et Recettes Usagers) ajusté des effets liés à l'extension du service et à la modulation de la part de vélos à assistance électrique.

Pour un exercice donné, le nombre de courses de référence VAE est calculé de la manière suivante :

$$T \text{ VAE (N)} = T \text{ VAE (Offre N)} \times D \text{ (N)/D (Offre)} \times P \text{ VAE (N)/P VAE (Offre)}$$

Avec :

T VAE (N) = nombre de courses de référence VAE de l'année N

T VAE (Offre N) = le nombre de courses prévu en VAE dans l'annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives (Usages et Recettes Usagers) pour l'année N pour le périmètre du service prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du contrat.

D (Offre) = 36 000, soit le nombre de diapasons (point d'accroche) prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du marché.

D (N) = moyenne annuelle de diapasons de l'année N. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles du nombre de diapasons installés (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).

P VAE (Offre) = 30 %, soit la part de vélos à assistance électrique dans le parc total de vélos tel que prévu dans la partie forfaitaire du présent marché indiqué à l'article 2 du PFT.

P VAE (N) = part constatée des vélos à assistance électrique de l'année N. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles de la part de VAE.

Pour un exercice donné, le nombre de courses de référence VM est calculé de la manière suivante :

$$T \text{ VM (N)} = T \text{ VM (Offre N)} \times D \text{ (N)/D (Offre)} \times P \text{ VM (N)/P VM (Offre)}$$

Avec :

T VM (N) = nombre de courses de référence VM de l'année N

T VM (Offre N) = le nombre de courses prévu en VM dans l'annexe 4 au cadre de réponses techniques et administratives (Usages et Recettes Usagers) pour l'année N pour le périmètre du service prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du contrat.

D (Offre) = 36 000, soit le nombre de diapason (point d'accroche) prévu dans le cadre de la partie forfaitaire du marché.

D (N) = moyenne annuelle de diapasons de l'année N. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles du nombre de diapasons installés (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).

P VM (Offre) = 70 %, soit la part de vélos mécaniques dans le parc total de vélos tel que prévu dans la partie forfaitaire du présent marché indiqué à l'article 2 du PFT.

P VM (N) = part des vélos mécaniques de l'année N, tenant compte des augmentations/diminutions de la part commandées au BPU par le pouvoir adjudicateur. En cas d'évolution en cours d'année, ce nombre est calculé sur la base de la moyenne des moyennes mensuelles de la part de VM (somme du nombre en début de mois et du nombre en fin de mois divisé par deux).



### Définition des courses effectives

Une course est dite effective lorsqu'elle répond au moins à un des critères suivants :

- la durée de la course est au minimum de 3 minutes
- La distance parcourue est supérieure à 350 mètres
- La station de départ de location est différente de la station d'arrivée.

### Modalités de versement :

Le versement est effectif après constatation contradictoire du nombre de courses réelles de l'année N pour les VAE et les VM et a lieu au premier trimestre de l'année N+1.

Les montants de chacune des courses prévues dans le mécanisme d'incitation font l'objet à compter de l'exercice 2022 d'une révision annuelle en application de la formule de révision des prix prévue dans le PFA (article 6.1.2 modifié par l'avenant n°4).

### Clause de revoyure

Les Parties se rencontreront chaque année pour discuter du dispositif dans l'hypothèse où le montant résultant de la clause 6bis du PFDA atteint le plafond fixé à 6 millions d'euros par an. Dans ce cas, les Parties examineront les mesures correctrices possibles répondant aux objectifs de limitation des surutilisations constatées. Elles pourront réapprécier le montant de ce plafond.

Ce mécanisme est maintenu au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les années restant à courir :

- en l'absence d'augmentation de la part de VAE dans le cadre de l'exécution du contrat ;
- en l'absence de modification des tarifs du service Velib' par le SAVM.

Si l'une de ces hypothèses ou les deux hypothèses se présentent, les Parties conviennent de procéder à une évaluation de l'impact de ces mesures sur ce mécanisme de compensation de la surutilisation des VAE qui sera, le cas échéant, ajusté en conséquence. »

### **Article 3 : Autres dispositions**



Les dispositions du marché public initial et de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole à la Société Smovengo, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole  
Monsieur Sylvain RAIFAUD, Président du Syndicat

A Paris, le 26 décembre 2022



Pour SMOVENGO SAS  
Monsieur Stéphane Volant, Président de SMOVENGO

A Paris le

